"Voyez si l'autorité

n'a jamais été autre chose que

le suicide individuel"

j. Dejacque

(A bas les chefs)

SEMONS L'ANARCHIE N°9

ANARCHIE ET TRAVAIL SOCIAL

m.mansuy

f.a. nantes

2f

A N A R C H I E

et

T R A V A I L S O C I A L

"Point d'autorité,
Point de gouvernement, même populaire

La Révolution est là"

PROUDHON

M. MANSUY.

INTRODUCTION

Beaucoup de travailleurs sociaux refusent d'être des agents d'intégration, de normalisation, au service de l'Etat, de la culture "bourgeoise". Ils essayent d'utiliser le mandat qu'ils ont reçu, les subventions accordées par les pouvoirs nationaux ou locaux à leurs employeurs (services publics ou associations loi 1901) pour les remettre aux mains de la population avec laquelle ils travaillent.

Tous ces travailleurs sociaux (je ne parlerai pas de ceux qui passent tout leur temps dans des internats, ni de ceux qui endorment ou démobilisent la population en renforçant les normes habituelles ou en proposant des gadgets anesthésiants) sont convaincus que leur travail "social" est étroitement lié à la vie économique, politique et culturelle. C'est pourquoi, sans prosélytisme tapageur, ils essayent :

- de mettre en pratique leurs idées, d'une façon cohérente
- d'utiliser les moyens dont ils disposent pour participer à un changement avec d'autres structures (syndicats...)

Mais quel changement ? et par quels moyens ?

On s'aperçoit alors que beaucoup, face à l'idéologie developpée par le capitalisme, se jettent sur les propositions marxistes, la bible des révolutionnaires. La leçon ayant été plus ou moins bien apprise, ces travailleurs sociaux tentent ensuite d'appliquer dans leur travail tout ce qu'ils ont découvert à travers Marx, Lénine, trompant ainsi -avec les politiciens gagnés aux mêmes idées- la population avec qui ils travaillent, à qui ils promettent des lendemains meilleurs avec la gauche au pouvoir.

Heureusement, les idées et les moyens autoritaires présentés par les disciples de Marx n'ont jamais écrasé les propositions anarchistes qui développent une stratégie révolutionnaire sans écraser l'homme mais plutot en le libérant.

La pratique sociale des travailleurs sociaux marxistes et anarchistes repose sur :

1- une philosophie
2- une analyse et une stratégie pour un changement (sur le plan économique, social, politique)
3- une idée de société nouvelle plus juste et plus libre pour l'homme.

Quelles différences existent-il entre les idées, les pratiques marxistes et anarchistes ?

Comment se traduisent-elles dans le Travail social?

I - LA SYNTHÈSE : UN TYRAN

Quand, dans un groupe, il est fait la synthèse de toutes les idées originales des participants, il ne reste qu'un produit abstrait, froid, satisfaisant sans doute pour les esprits cartésiens mais qui impose l'autorité à tous : la synthèse soutient la majorité, élimine les minorités ; la synthèse frustre l'originalité elle demande un "oui" massif qui ne correspond pas aux nuances de la réalité.

De même dans la contradiction Hégelienne qui inspire la dialectique marxiste, la thèse et l'antithèse se posent successivement : l'antithèse est la négation féconde qui remet en cause la thèse, la détruit pour obtenir un 3ème terme, la synthèse qui est supérieure aux oppositions.

Dans la réalité les termes qui interviennent (autorité, liberté, capital, travail), les antagonismes, ne se détruisent jamais complètement mais se réconcilient, s'équilibrent, s'opposent : les antinomies ne s'éliminent pas mais se transforment, évoluent, se poursuivent sous d'autres formes.

Il est important de réfuter la dialectique marxiste car c'est sur elle que reposent toutes les formes d'autorité,

Thèse : bourgeoisie capitaliste
Antithèse : Prolétariat
Synthèse : Etat Prolétarien

La synthèse de Hegel est destructrice ; elle introduit le mythe de l'unité oppressive, la prépotence de l'Etat, le rétablissement de l'autorité (majorité sur minorités) et de plus elle se veut scientifique alors que dans la réalité sociale il n'y a rien d'absolu, d'automatique, de fatal (au contraire, le progrès n'est-il pas en partie l'affranchissement indéfini de toute fatalité ?)

2 - DIEU ET L'ETAT : LE MEME PERE NOEL SOUS 2 MASQUES DIFFERENTS

Ceux qui crient "La religion est l'opium du peuple" pourraient le faire également pour l'Etat Ces deux formes d'autorité s'établissent sur les mêmes bases : la crainte, la crédulité, le mépris de l'homme et utilisent les mêmes ficelles: le mensonge et l'autorité centralisée.

a) la création du mythe religieux et politique

La religion a son origine et sa raison d'existence dans la société elle-même. Le mythe religieux, comme celui de l'Etat, est une création spontanée de la crainte et de l'idéalisme populaire :

- les peuples ont toujours expliqué ce qu'ils ne comprennent pas par l'existence d'un être transcendant qui possède le principe de la vérité et du droit (sous des formes symboliques issues de leur propre vie sociale)

- la société, en outre, rêve d'une unité mystérieuse devant l'incompréhensif et a peur de tout ce qui introduit la division et la pluralité. Le mythe de l'Etat est né : les citoyens remettent au pouvoir central le maximum de

puissance et restreignent ainsi leur propre liberté.

Les sentiments de faiblesse et d'impuissance créent l'autorité transcendante : celle de Dieu comme celle de l'Etat. Si les peuples renforcent leur unité autour d'un mythe symbolique qui détient le pouvoir absolu, transcendant, ils créent en même temps les rapports de hiérarchie entre gouvernements et gouvernés, les rapports de subordination sociaux et politiques, les attitudes d'inaction et d'obéissance, le sacrifice des libertés individuelles, la croyance en ces mythes comme en une vérité immuable.

Le fidèle reçoit la parole divine et doit obéissance aux représentants de Dieu ; le citoyen attend la décision des autorités politiques et leur doit obéissance : ainsi l'aliénation religieuse est analogue à l'aliénation politique

b) la religion et l'Etat renforcent le mythe populaire : Ils présentent leur autorité comme inéluctable, indispensable.

L'église en créant le péché originel et L'Etat par son gouvernement affirment l'incapacité irréductible des êtres humains à engendrer un ordre social égalitaire et juste. En faisant d'un principe transcendant le fondement du droit l'Eglise conduit nécessairement à mettre le respect du principe au-dessus du respect des hommes c.a.d. dépossède l'homme de sa liberté et de sa dignité. En adhérent sans critique au mythe de l'Etat, le citoyen en fait une cause supérieure et comme indépendante, en attend la protection et la solution de ses maux. En imposant le mythe comme vérité, la religion et l'Etat empêchent toute liberté de pensée ou d'action qui pourrait remettre en cause ces dogmes, la tradition : ils repoussent le changement social, le progrès et lui opposent une hiérarchie stable et un ensemble de croyances non modifiables.

En fait, l'Etat n'est pas une réalité, une force spécifique qui possède de lui-même son propre pouvoir ; la puissance n'appartient qu'à l'homme et à l'action collective.

c) l'Etat accapare les forces collectives et renforce la centralisation politique

* le social est premier. L'action collective, la vie sociale se manifeste par des échanges et des rapports mutuels entre individus et groupes qui s'instaurent spontanément selon une loi de réciprocité. Historiquement, la solidarité, les relations économiques, la souveraineté du groupe autonome sont antérieurs à la constitution d'un Etat. La vie sociale est première ; ce n'est pas le social qui procède du politique, c'est bien le politique qui procède du social.

* l'Etat accapare les "forces collectives" Pour garder son autorité, l'Etat ne peut que s'approprier les forces collectives qui pourraient, sans cela, les remettre en cause : le politique est, par rapport à la vie sociale, ce qu'est le capital par rapport au travail : une aliénation de la force collective.

Le préjugé selon lequel la société (les forces collectives) ne possède pas un ordre par elle-même et qu'il importe de créer un pouvoir dont la fonction serait d'imposer cet ordre que la société ne peut engendrer d'elle-même, aide considérablement l'Etat à mettre en place un gouvernement centralisé.

* centralisation politique contre la vie sociale
Si chaque liberté, si chaque initiative non

contrôlée menace l'Etat et tend à créer ou à manifester les limites de son pouvoir, il est en retour dans la nature même de l'Etat de tendre à un renforcement de soi par un mouvement d'absorption des forces de collectivité, de centralisation et de contrôle.

Nous avons déjà évoqué les préjugés traditionnels (instinct populaire, tradition jacobine) de la société qui ne sait résoudre les conflits qu'en faisant appel à une concentration accrue, favorisant ainsi l'extension des pouvoirs de l'Etat. Ce dernier donne l'illusion démocratique en appuyant la tyrannie des majorités : jugeant que le peuple et les individus ne sauraient exercer directement les pouvoirs législatifs, exécutifs et judiciaires, on tient pour suffisant que le peuple agisse par procuration et se donne des mandataires chargés de le représenter (vote, parlementaires, élus municipaux...)

En politique, le capitalisme comme le marxisme tendent à englober et à détruire les libertés individuelles et locales dans le mythe d'une liberté collective en affirmant le principe de la subordination de l'individu à la collectivité, à la souveraineté du peuple. On maintient que le pouvoir réside dans l'Etat et que la vie sociale est assurée par ce pouvoir contraignant. Le mouvement de centralisation une fois commencé tend incessamment à croître, à envahir toute la société.

L'Etat se maintient en système oppressif en entretenant la fausse théorie selon laquelle les individus doivent abdiquer leur différence dans l'unité : toujours cette synthèse tyrannique

Le suffrage universel est organisé de manière à servir de caution perpétuelle au pouvoir d'Etat (sous le masque de la démocratie, de la souveraineté populaire) : les "votants" sont mysthifiés, eux qui croyent fermement participer à la vie politique.

> "Le suffrage universel est l'exhibition à la fois la plus large et la plus raffinée du charlatanisme politique de l'Etat... si on sait bien s'en servir, c'est le moyen le plus sur de faire coopérer les masses à l'édification de leur prison"."
>
> BAKOUNINE (l'empire knouto germanique et la révolution sociale)

x - les inégalités sociales et le controle

Le pouvoir politique centralisé s'organise selon les principes traditionnels du despotisme indivision du pouvoir, centralisation absorbante (URSS), destruction de toute pensée ou activité individuelle (Chili) et locale reputée scissionnaire (France, : corse, bretagne), renforcement de la police...

Contrairement aux apparences, le marxisme ne fait que reprendre le modèle économique et politique du régime propriétaire puisque même que la propriété institue un monopole et un rapport de subordination entre le propriétaire et le non-propriétaire, le marxisme n'envisage qu'une extension de la propriété (nationalisation) et sa remise totale à un Etat Centralisateur.

En prétendant supprimer les inégalités sociales par l'uniformité communautaire, la doctrine marxiste exige la soumission des volontés et restaure ainsi la tyrannie politique.

Introduire l'autorité, la contrainte c'est maintenir les inégalités sociales et les conflits de classes : pourquoi en serait-il autrement puisque l'Etat se constitue 1) contre les forces collectives qu'il juge inaptes à la justice sociale, 2) en raison même de ces inégalités et pour empêcher leur disparition.

L'Etat s'affirme comme un absolu que les citoyens ne peuvent ni dominer ni contrôler. Face à la vie sociale, à la spontanéité créatrice, aux révoltes de liberté qui le menacent l'Etat invente de nouveaux moyens de centralisation et de contrôle, réglemente, étend sa puissance au dépens des initiatives individuelles et collectives, exige la soumission, désarticule l'activité sociale en proclamant l'incompétence des individus et des groupes. Si les Bretons veulent vivre à leur façon de quel droit l'Etat Français les empêcherait-il ? de quel droit peut-on obliger un homme à faire un service militaire? de quel droit l'Etat veut-il me dicter ma conduite ?

- 3 - THEORIE ET STRATEGIE DU CHANGEMENT

La stratégie de la Révolution découle des conceptions théoriques et de l'analyse de la réalité : Marxistes et anarchistes divergent radicalement.

a) Le Marxisme : La révolution politique

"La loi de la production capitaliste elle-même conduit d'une part à la concentration du capital, mais d'autre part grandissent la misère, l'exploitation, ainsi que la révolte d'un prolétariat toujours plus nombreux et que le mécanisme même du système de la production capitaliste devient une entrave pour le mode de production qui a prospéré avec lui et sous son autorité. La concentration des moyens de production et l'association des travailleurs arrivent à un point où elles ne peuvent plus supporter la carapace du capitalisme. Celle-ci éclate, l'heure sonne pour la propriété privée capitaliste. Les exploiteurs sont expropriés.

La forme de l'Etat dans la période de transition qui transforme les moyens de production en propriété d'Etat, c'est la "dictature du prolétariat" (1) réalisée sur la base d'une "république démocratique". Dans la pensée de Marx, c'est le prolétariat organisé en classe dominante, la majorité des travailleurs dont l'évolution de la production a fait des prolétaires".

(Anarchisme et Marxisme" Arthur Lehning p.33)

"Lénine essaye de démontrer que la doctrine marxiste implique l'impossibilité pour l'Etat bourgeois de réaliser la socialisation des moyens de production : il faut nécessairement détruire d'abord cet Etat, briser tout son appareil et fonder un nouvel Etat, l'Etat prolétarien de la période de transition, qui n'est autre que la dictarue du prolétariat ou la continuation de la lutte des classes du prolétariat sous d'autres formes et qui créera les conditions préalables à l'avènement du communisme. Comme l'Etat bourgeois, l'Etat prolétarien est lui aussi un organisme de répression contre une classe : la bourgeoisie. Par sa victoire le prolétariat tient en mains la puissance de l'Etat, l'organisation centralisée du pouvoir et la force utile aussi bien pour écraser la résistance des exploiteurs que pour éduquer la grande masse de la population dans la voie du socialisme. La dictature du pro-

(1) la suppression de ce terme par les communistes français ne modifie en rien le contenu et la stratégie.

lédariat, c'est l'accession de l'avant+garde de la dasse des exploités au rôle de classe dominante. L'Etat prolétaire n'est pas une fin en soi pour le prolétariat, mais un moyen pour venir à bout de l'Etat lui+même, après avoir fait disparaître la division de la société en classes. C'est pourquoi cet Etat dirigé contre la bourgeoisie l'est aussi contre l'Etat lui-même et, pour remplir son rôle il ne suffit pas de tenir en respect la classe opprimée, comme l'a fait l'Etat bourgeois, mais il faut encore détruire cette classe ennemie.
Pour toutes ces raisons, la formation d'un Etat prolétarien fort est une des tâches fondamentales du prolétariat"

("Anarchisme et Marxisme" Arthur Lehning p.35)

Le Marxisme reprend donc la tradition "jacobine" qui unit d'un rapport nécessaire le succès d'une révolution d'un recours provisoire au renforcement de l'autorité.

b) L'Anarchisme 1) abolition immédiate de l'Etat et du parti par la révolution économique et sociale.
2) abolition des classes par l'organisation spontanée des forces collectives dans la pluralité et le fédéralisme.

1) Abolition de l'Etat : "L'Etat est la consécration historique de tous les despotismes, de tous les privilèges, la raison politique de tous les asservissements économiques et sociaux, l'essence même et le centre de toute réaction"BAKOUNINE

Si Lénine veut la destruction de l'Etat bourgeois en tant qu'il est bourgeois, les anarchistes veulent détruire l'Etat bourgeois en tant qu'il est un Etat. Il est en effet impossible de rendre le moyen indépendant du but et ce n'est pas d'une synthèse achevée et destructrice (Etat) des antinomies que jaillira le dynamisme social.

C'est une mysthification que de prétendre créer un Etat pour le supprimer, de créer l'autorité pour mieux la faire disparâître (1) la revendication authentiquement révolutionnaire doit donc être non la réforme de l'Etat, non la révision des formes politiques, mais la disparition radicale de l'Etat, son extermination et l'instauration d'une société qui s'organisera sans gouvernement.

(1)"Par notre polémique contre (les Marxiens) nous les avons amenés à reconnaître que la liberté ou l'anarchie, c'est à dire l'organisation libre des masses laborieuses de bas en haut, est l'objectif final du développement social et que tout Etat, sans excepter leur Etat populaire est un joug qui, d'une part, engendre le despotisme et de l'autre, l'esclavage. Ils disent que cette dictature -joug étatique- est un moyen transitoire inévitable pour arriver à l'émancipation intégrale du peuple : anarchie ou liberté voilà l'objectif ; Etat ou dictature, voilà le moyen. Donc, afin d'émanciper les masses laborieuses, il est tout d'abord nécessaire de les enchâîner... Ils affirment que seule la dictature, la leur, évidemment, peut créer la volonté du peuple ; nous leur répondons : aucune dictature ne peut avoir d'autre objet que de se perpétuer, aucune dictature ne saurait engendrer et développer dans le

peuple qui la supporte autre chose que l'esclavage ; la liberté ne peut être créée que par la liberté"/
BAKOUNINE (Etatisme et Anarchisme)

- Quelle organisation peut remplacer l'Etat et le politique ?
- L'organisation des forces économiques et l'expression des dynamismes sociaux.

On persiste à croire que la vie du social vient du pouvoir alors précisement que le pouvoir enserre la vie, l'empêche de s'épanouir et de se développer. L'union des travailleurs n'est pas une garantie suffisante de leur volonté révolutionnaire. Ils se laissent dominer par des mythes conservateurs, l'instinct populaire est fait de docilité, de confiance naïve en un pouvoir politique autoritaire. C'est pourquoi l'union des travailleurs doit immédiatement s'ériger en pratique économique sans passer par la duperie d'un affrontement politique : la liberté ne se réalisera pas concrètement par l'égalité politique (Révolution de 1789) mais par l'égalité [illegible] économique (rôle important du syndicat) et l'abolition de tous les privilèges politiques et économiques. (1)

(1)"L'Etat ne reconnait pas les hommes, il ne connait que les citoyens. Pour lui, l'homme n'existe qu'en tant qu'il exerce ou que, par pure fixion, est censé exercer, les droits politiques. L'homme qui est écrasé par le travail forcé, par la misère, par la faim, l'homme qui est socialement opprimé, économiquement exploité, écrasé, et qui souffre, n'existe point pour l'Etat, qui ignore ses souffrances et son esclavage économique et social, sa servitude réelle qui se cache sous les apparences d'une liberté politique mensongère"
BAKOUNINE (Conférences aux ouvriers du Val de Saint Imier 1871)

Chacun de nous malgré son savoir, malgré ses compétences, dépend nécessairement des autres. Par cette égalité économique instantanée il surgira fatalement de nouvelles relations entre tous les hommes et qui auront pour axe la liberté.

Une réforme exclusivement politique -ayant pour effet d'accroître les pouvoirs d'un gouvernement et sa force d'initiative- aurait les conséquences directement opposées à celles que l'on pourrait espérer : en donnant plus de puissance à l'Etat, on renforcera l'accparement des forces collectives au profit d'une minorité, développant ainsi les forces rétrogrades et contre-révolutionnaires, l'Etat n'est que l'expression aliénée des forces collectives.

* L'Abolition du parti politique

Tout parti accapare une fraction des forces collectives (Portugal) et reconstitue un organisme parasitaire susceptible d'opprimer les masses et de faire obstacle au dynamisme social le parti est par essence contre révolutionnaire.

Cette oppression c'est le but qu'il poursuit de s'emparer de l'Etat et de l'utiliser dans son propre intérêt(le dépérissement de l'Etat n'est qu'une utopie fondée sur une dialectique abstraite). La Révolution, étant une novation et l'éclatement des constitutions sociales périmées, brise les formes qui sont im-

posées par le pouvoir ; le parti à la recherche du pouvoir d'Etat centralisé tend à étouffer les possibilités de changement. En effet, une fois conquis, l'Etat même prolétarien maintient les classes sociales en provocant la réaction et se défend avec les mêmes organes que l'Etat bourgeois (centralisation, police, armée)

C'est aussi le parti qui exerce son autorité puisque c'est lui l'avant garde de la classe ouvrière, c'est lui qui organisera la dictature du prolétariat (ce n'est pas la majorité de la population qui monopolisera les moyens de production)

* L'abolition des classes sociales

La division radicale de la société en deux forces antagonistes, comme le font les marxistes, n'est pas réelle : elle n'exprime pas toutes les complexités sociales et l'enchevêtrement des groupes.

Essayer de réaliser le socialisme par le moyen de l'Etat ne peut qu'engendrer la réaction la domination d'une classe. L'Etat n'est pas un produit de la société ni la conséquence des antagonismes de classes, mais il en est leur cause leur expression. Tant qu'il y aura une contradiction de classes, il existera un Etat : c'est pourquoi la société socialiste c.a.d. sans classes n'est possible que dans une société sans Etat (il faut d'abord supprimer cette contradiction entre société et Etat, éviter qu'un nouveau pouvoir politique crée une nouvelle domination de classes, favoriser l'organisation des forces collectives).

2 - l'organisation spontanée des forces collectives.

Pour les Marxistes l'Etat politique est toujours le produit et l'expression fidèle de la situation économique. Pour changer le premier, il faut seulement transformer cette dernière. Ils ne tiennent pas compte des autres éléments de l'histoire, des causes climatiques ethniques, des réactions de révolte, du besoin d'être reconnu.

Les anarchistes pensent, au contraire, que c'est de la réforme sociale que résultera la réforme politique et que pour cela l'homme est capable d'originalité, d'activités individuelles et collectives, d'initiatives pour organiser sa vie économique, sociale et affective : nous savons de quoi nous serions capables si nous pouvions détruire les "normes sociales" contraignantes.

Créations individuelles. Chaque être s'éprouve comme un absolu, il a un sentiment immédiat de sa propre dignité et ce sentiment intime est l'une des sources de la justice et en fait une faculté immanente à la conscience. Il importe que chacun reste ce qu'il est, que les personnalités s'affirment et se développent dans leur originalité, que les intérêts particuliers se prononcent.

La mobilité et la pleine vitalité du social ne sont assurées que par la libération des expressions des activités individuelles et même par leur affrontement. C'est seulement dans la liberté des autres que la liberté de chaque individu trouve sa confirmation et son épanouissement. Pour être libre et créateur, il faut être entouré d'hommes libres et être reconnu libre par eux :

"Je ne suis vraiment libre que lorsque tous les êtres humains qui m'entourent, hommes et femmes, sont également libres" (l'Internationale de Mazzini)

"Moi voulant etre libre enfin, je ne le suis pas,

parce qu'autour de moi tous les hommes ne voulent pas être libres encore, et ne le voulant pas, ils deviennent contre moi des instruments d'oppression" BAKOUNINE (Dieu et l'Etat)

Rapports de réciprocité. La vie sociale se réalise par la rencontre des spontanéités ; sa cohésion nait de l'organisation spontanée du travail, de la contradiction des opinions et des intérêts (dans le débat), de la libre expression des différences, des décisions prises directement par les intéressés, de l'équilibre des transactions sur la base de la réciprocité de chacun des participants.

"Aucun homme, quelque puissant qu'il se croit, n'aura jamais la force de supporter le mépris unanime de la société ; aucun ne saurait vivre sans se sentir soutenu par l'assentiment et l'estime au moins d'une partie quelconque de cette société". BAKOUNINE (L'empire knouto-germanique et la Révolution sociale)

La raison sociale née du besoin de reconnaissance affective et du dynamisme de la libération des énergies individuelles exprime les rapports changeant entre des termes égaux, leur équilibre, leur équation : elle ne peut donc, comme la raison absolutiste, formuler un système ordonné, hiérarchisé et définitif.

Vie sociale organisée. Dès lors qu'on reconnait dans la raison collective la seule résultante de toutes les raisons, idées ou actions particulières qui se compensent par leur critique réciproque, on nie qu'une assemblée ait le privilège d'exprimer la raison sociale, on rejette tout accaparement de la pensée sociale par un corps privilégié ou un Etat absolu.

Le but de la révolution c'est donc de soumettre le pouvoir l'Etat à la liberté individuelle, de briser la force politique pour faire surgir la spontanéité révolutionnaire et l'initiative des masses.

"Mais ce sera la guerre civile, direz-vous ? oui, la guerre civile, si funeste à la puissance des Etats, est, au contraire et à cause de cela même, toujours favorable au réveil de l'initiative populaire et au développement intellectuel, moral et même matériel des peuples. La raison en est simple : elle trouble, elle ébranle dans les masses cette disposition moutonnière, si chère à tous les gouvernements, et qui convertit les peuples en autant de troupeaux qu'on paît et qu'on tond à merci, elle rompt la monotonie abrutissante de leur existence journalière, machinale, dénuée de pensée" BAKOUNINE (L'empire knouto germanique et la Révolution sociale)

La pluralité et le fédéralisme (1) : richesse et organisation de la vie sociale.

L'abandon des synthèses tend à instaurer l'unité dans la diversité. Il est possible de respecter les indépendances et la pluralité des groupements dans la coopération et de concilier l'autonomie des décisions avec la nécessité des échanges (assurés par un système de contrats et d'équilibres) Dans la vie sociale existe une extrême diversité des groupes sociaux spontanés, les uns en voie de formation, les autres en voie de disparition : cette pluralité est un caractère essentiel de la vie collective. Le maintien des différences et des indépendances relatives est une condition des dynamismes et du changement. L'Etat centralisateur fut-il démocratique, est nécessairement unitaire, mécanique, oppressif et conservateur.

(1) Fédéralisme : système de libre union de groupes, d'associations, de communes....

Les Marxistes voient dans le Fédéralisme un séparatisme, une désagrégation en éléments isolés, Pour les anarchistes, la vie sociale ne pouvant être riche que dans la pluralité des groupes, le fédéralisme, tout en respectant l'autonomie des groupements particuliers, leur permet en même temps une unité, mais pas au prix des libertés : à la fois l'unité et les libertés dans l'unité.

L'Etat centralisé introduit un obstacle au changement du fait de son caractère unitaire. Le Fédéralisme permet de respecter la pluralité et donc la libre initiative des groupes sociaux et leur liberté : les groupes multiples sont les libres créateurs de leurs relations économiques et politiques.

* L'organisation économique, base de toute égalité.

"Je suis un partisan convaincu de l'égalité économique et sociale, parce que je sais qu'en dehors de cette égalité, la liberté, la justice, la dignité humaine, la moralité et le bien-être des individus aussi bien que la prospérité des nations ne seront jamais rien qu'autant de mensonges. Mais, partisan, quand même de la liberté, cette condition première de l'humanité, je pense que l'égalité doit s'établir dans le monde par l'organisation spontanée du travail et de la propriété collective des associations productrices librement organisées, mais non par l'action suprême et tutelaire de l'Etat".
BAKOUNINE ("Préambule" à la 2è livraison de l'empire Knouto germanique)

La société sans classe ne sera ni prolétarienne ni bourgeoise : elle sera une société de travailleurs participant également, selon leur fonction diversifiée, à la gestion et à la production au sein d'une coordination spontanée, chaque travail requiert sans doute des aptitudes particulières, mais ces aptitudes -quoique différentes- ont la même valeur morale : elles ne doivent être considérées que comme égales c.à.d. ni infériorisées ni supériorisées les unes par rapport aux autres.

La cohésion sociale se renforce par l'organisation des forces économiques sur le rapport d'égalité et de réciprocité institué librement par les contractants. Dans une société contractuelle où les forces économiques créent d'elles mêmes leurs échanges en des rapports réciproques librement débattus et individuellement consentis, l'ordre jaillit spontanément des producteurs eux-mêmes, de leur action et de leur gestion autonome. Dans une telle société l'activité sociale et les formes nouvelles du travail rendent impossible la reconstitution du gouvernemental, l'auto organisation des travailleurs sur la base économique est la négation du principe de l'Etat, la négation de la théorie de la dictature du prolétariat.

* Quelques élements pour ou contre un changement

Il n'a a pas qu'une seule stratégie révolutionnaire applicable sans ambiguité. Faut-il conquérir l'Etat par la force des armes ? Faut-il le désagréger par des harcèlements internes et incessants de façon à obtenir un pourrissement des strucyures qui le rende vulnérable à un assaut révolutionnaire classique ? Le harcèlement va-t-il passer par les revendications pour améliorer les conditions des travailleurs : est-ce compatible dans le cadre du régime avec sa suppression ? Les luttes sociales, si elles réussissent, vont-elles renforcer la confiance des travailleurs ou les démobiliser en créant le mythe d'une transformation révolutionnaire petit morceau par petit morceau ?

Il est important de dégager les éléments qui aujourd'hui peuvent appuyer la révolution et ceux qui maintiennent le pouvoir autoritaire.

-) contre une révolution : toutes les mysthifications

L'économie capitaliste, en s'orientant vers la société de consommation écarte -au moins provisoirement,- le spectre de la faillite. Ce qui est plus important c'est qu'elle donne à l'élimination des formes plus dangéreuses, parce que plus sournoises, plus flatteuses des instincts, plus acceptables : cette forme de progrès, aucun parti de gauche ne la répudie. A défaut de création individuelle les hommes se manifestent ou communiquent par des objets matériels à dimension sociale (voitures...) et s'en contentent. La consommation ne renforce pas seulement, chez les travailleurs, la rapport de subordination -déjà très fort à la production- elle réalise une véritable dégradation de leur personne.

La réflexion "on ne fait pas de politique" indique bien la méfiance première des classes populaires pour tout ce qui touche au "politique" : elles ne tiennent pas à se faire récupérer par une foce qui n'émane pas d'elles, qui ne lui appartient pas réellement, qui n'est pas l'expression de sa spontanéité véritable et qui ne peut être contrôlée.

Et pourtant les partis politiques ne cessent de flatter démagogiquement tout ce qui leur permettra de prendre le pouvoir. Les partis s'approprient les forces populaires et les détournent ainsi de la véritable révolution.

Les syndicats actuellement -tout en demeurant la structure de base pour une éventuelle "gestion ouvrière"- sont à la remorque des partis politiques pour la prise du pouvoir. Ils soutiennent dans les théories marxistes alors que leur création avait pour but d'abolir l'Etat en le remplaçant immédiatement par l'organisation économique des travailleurs eux-mêmes. Aucun des syndicats les plus connus (CGT, CFDT, FO), aucun parti ne parle d'égalité économique entre les travailleurs , ils proposent tous la hiérarchie des salaires.

La situation de dépendance communique au travailleur comme à tous les faibles, un instinct d'obéissance qui diminue en lui la conscience de sa subordination. Il s'en fait d'ailleurs le complice : dénué de toute considération, de toute possibilité de création réelle, il jouid en imagination de tout ce dont il est exclu.

- Il s'exalte pour sa patrie
- il applaudit ses maîtres politiques
- il vit à travers ses héros sportifs

Le travailleur rêve d'une puissance simple et unifiée, il rêve d'unité et de centralisation (on lui rabache les principes jacobins : la "République une et indivisible") il répugne au fédéralisme car il a peur des garanties que pourraient se donner les individus et les groupes (toujours les mythes de Dieu et de l'Etat : la justice transcendante !)

Les principes de la différenciation économique des classes sont conservés ; mais, depuis un siècle, les formes d'organisation, les justifications morales, les perspectives à court terme en ont modifié l'aspect visuel et les moyens techniques afin que cette différenciation soit mieux acceptée : à l'autorité de la compétence se joint l'autorité disciplinaire (ou hiérarchique) si bien que cette autorité disciplinaire est acceptée comme allant de soi puisque sa garantie est le savoir.

Le culte du savoir fait admettre au travailleur la hiérarchie des fonctions : il trouve normal que les fonctions se différencient économiquement et même socialement (prestige des tâches intellectuelles ou spécialisées comme la médecine, le droit).

Toute armée est contre-révolutionnaire. En effet l'armée ("populaire " ou "bourgeoise", peu importe) est bâtie selon des structures hiérarchiques qui imposent l'obéissance et répudient la spontanéité individuelle. Toute armée a pour but de conduire la révolution à la prise de pouvoir par le politique, à reconstituer une classe dirigeante à la place de la précédente. L'armée, les partis politiques, l'Etat centralisateur sont des éléments indispensables pour l'établissement de l'autorité : en 1975, le Portugal nous démontre comment les partis et l'armée, en dehors de quelques querelles de diverses tendances, ne peuvent que lutter contre les conseils ouvriers, contre les conseils paysans, contre les conseils de quartiers pour les empêcher d'organiser le pays sans l'Etat.

La lutte armée ne peut aboutir que si elle assure une unité d'aspiration des forces collectives (guerilla, milices) au détriment d'une unité de centralisation.

- Pour une Révolution = toutes les prises de conscience (1)
  = toutes les révoltes contre l'autorité

(1)

> "j'aime beaucoup ces bons socialistes bourgeois qui nous crient toujours :"instruisons d'abord le peuple, et puis émancipons-le". Nous disons au contraire : qu'il s'émancipe d'abord, et il s'instruira de lui-même.... Vous le laissez assommer par son travail quotidien et par sa misère, et vous lui dites "instruisez-vous !" Il ne reste qu'une seule voie, c'est celle de (son) émancipation par la pratique." BAKOUNINE (Politique de l'Internationale)

La force de libération ne peut surgir qu'après une clarification des idées, une conscience du système en place et surtout la pratique de la lutte.

La conscience est immédiatement conscience de la distinction. C'est de cette conscience d'être que naitra, chez les groupes qui aspirent au changement, une pratique autonome et efficace. l'émotion, la révolte jouent un grand rôle dans une révolution et pas seulement l'idée froide et abstraite.

"Il faut que l'anarchie, le réveil de la vie spontanée, de toutes les passions locales sur tous les points, soient aussi grands que possible, pour que la révolution soit et reste vivante, réelle, puissante. Les révolutionnaires politiques, les partisans de la dictature ostensible, une fois la révolution ayant obtenue un premier triomphe, recommandent l'apaisement des passions, l'ordre, la confiance et la soumission aux nouveaux pouvoirs établis. De cette manière, ils reconstituent l'Etat." BAKOUNINE (lettres à A. Richard 1870)

Mai 68 et la CGT, vous vous rappelez ?

Il est surtout important de dénoncer non pas "la bourgoisie" ou le "capitalisme" dans son ensemble mais tous les mythes de l'autorité, toutes les mysthifications (moyens politiques tels que le parlementarisme) qui sont contraires aux intérêts et aux besoins du peuple.

Pour parvenir à une représentation de leur

place dans la société, à la conscience de leurs intérêts, aux fonctions remplies, aux rôles joués pour enfin créer un nouvel ordre économique et politique, les groupes divers -travailleurs et citoyens- n'ont qu'une stratégie valable : la réflexion et la pratique anarchiste.

- organisation "résidentielle" par quartier en dehors des élus politiques et fédéralisme
- organisation économique dans les entreprises (gestion directe) et syndicalisme.
- pas de dirigeants mais des mandats précis et révocables.
- pas de bureau directeur mais des initiatives que l'on communique à tous.

C'est à dire une pratique continuelle de la vie en groupes fédérés jusqu'au jour où les politiciens et les actionnaires deviendront inutiles. l'Etat aura alors disparu au profit d'hommes librement organisés.

- 4 - LE TRAVAIL SOCIAL

quelques réflexions qui pourraient servir de point de départ aux libertaires pour une analyse plus approfondie sur le travail social.

a) Une réalité originale

Le travail social dont les buts sont assez flous (qu'est ce que la Prévention ?) s'inscrit dans la réalité sociale. Il cotoie chaque jour, auprès de toutes les classes sociales, les mythes populaires les plus ancrés dans les mentalités : Dieu, l'Etat l'Autorité sous toutes ses formes. Les Travailleurs sociaux, entre eux et avec les groupes qu'ils rencontrent (associations de quartier, jeunes) échangent ou pratiquent d'une façon plus ou moins consciente les théories capitalistes, anarchistes et surtout marxistes (c'est la mode du jour !).

Non seulement marxistes et anarchistes ont des orientations différentes mais elles sont souvent en opposition. Il est donc d'une extrême importance pour nous, les travailleurs sociaux anarchistes :

1) de connaître d'où vient cette différence (le début du document tente de situer les éléments des divergences les plus fondamentales)
2) de la préciser pour éviter en soi-même toute confusion
3) de proposer des idées et des actes qui refusent toute mythification de la population et qui, au contraire, puissent lui donner des outils et des armes pour une véritable révolution individuelle et collective.

Il serait évidemment tout à fait ridicule de ma part et contraire à l'anarchie de vouloir donner des conseils pour agir en vue d'un changement et encore plus de figer ce que pourrait être l'organisation anarchiste. Par contre, il n'est pas suffisant de rester dans la théorie(1). La pratique du travail social depuis quelques années oriente ma réflexion et les actions qui me semblent, personnellement, propices à l'anarchie. Je les livre au débat.

(1)

Maintenant nous devons nous embarquer tous ensemble sur l'océan révolutionnaire, et désormais nous devons propager nos principes non plus par des paroles mais par des faits, car c'est la plus populaire, la plus puissante et la plus irresistible des propagandes... soyons toujours impitoyablement conséquents dans les faits.

La principale raison pourquoi toutes les autorités révolutionnaires du monde ont toujours fait si peu de révolution, c'est qu'elles ont voulu toujours la faire par elle-mêmes, par leur propre autorité, et par leur propre puissance, ce qui n'a jamais manqué... de rétrécir

excessivement l'action révolutionnaire, car il est impossible même pour l'autorité révolutionnaire la plus intelligente, la plus énergique, la plus franche, d'étreindre beaucoup de questions et d'intérêts à la fois, toute dictature, tant individuelle que collective, en tant que composée de plusieurs personnages officiels, étant nécessairement très bornée, très aveugle, et incapable ni de pénétrer dans les profondeurs, ni d'embrasser toute la largeur de la vie populaire... "BAKOUNINE (Lettres à un Français sur la crise actuelle 1870).

b) Le Travailleur social est-il un travailleur ?

Il est évident que la majorité des travailleurs sociaux provient de la "classe moyenne" mais oui ou non, sommes - nous pour un changement radical de la société ? Si la réponse est positive, c'est de la coquetterie d'intellectuel que de se créer des complexes parce que nous ne sommes pas de la "classe prolétarienne". Nous participerons à la lutte avec tous les autres groupes intellectuels et manuels, si nos idées et nos actes proposent réellement l'anarchie : la liberté individuelle et l'organisation librement consentie en dehors d'une autorité imposée et centralisée. Ces orientations nouvelles, aussi révolutionnaires chez l'ouvrier petit-bourgeois que chez l'intellectuel, demandent le même combat dans lequel théorie et pratique se fécondent.

c) l'anarchie avec les employeurs

La plupart des employeurs, soit des associations loi 1901, soit des services publics ou semi publics (Caisses d'Allocations, Assistance sociale...), reçoivent des subventions nationales, départementales (Conseil Général) ou locales (municipalités). Ces finances n'appartiennent ni aux gouvernants ni aux élus locaux : nous ne devons avoir aucun scrupule à les mettre au service des populations pour leur propre organisation de leur liberté et de leur autonomie. Il est nécessaire, souvent, dans les faits, de modifier le mandat que nous avons reçu pour le mettre au service des groupes et non au service de nos employeurs si ceux-ci considèrent le Travail social comme une charité ou une anesthésie.

Dans une "Association loi 1901", il est sans doute plus facile de modifier les structures internes afin d'approcher de l'auto-gestion entre tous les employés (travailleurs sociaux, personnel de secrétariat...) : égalité financière, non hiérarchie des fonctions, évaluation commune, nomination des mandatés pour certaines tâches et certaines fonctions. Les administrateurs peuvent garder un paravent légal pour obtenir les subventions mais s'ils sont participants à la lutte pour un changement, leur rôle peut être considérablement modifié (éléments de réflexion et de combat au même titre que les salariés !)

Lorsque les employeurs font partie des services sociaux tels que Caisses d'Allocations, Assistance Sanitaire et Sociale, le moule est pesant mais il est toujours possible de démontrer par des faits :

1) l'absurdité de la hiérarchie qui écrase autant celui qui a que celui qui subit l'autorité
2) la démobilisation et la désorganisation voulue par l'administration qui utilise pour cela tout un système de classement, de points d'avance selon la docilité et l'obéissance de leurs employés.

Pour les travailleurs sociaux de ces "Services" il est souvent préférable, tout en menant une lutte interne, de s'organiser avec les autres travailleurs sociaux sur le lieu même du travail, avec la population (centres sociaux par exemple) : si une crise éclate au sein du "service" employeur, le rapport de force et l'appui extérieur

joueront fortement dans l'issue du combat.

d) l'anarchie avec la population

La particularité du travail social et la perception qu'en a la population demande de notre part une continuelle conscience de nos motivations profondes et du rôle que nous jouons afin que les orientations des actions menées et les moyens employés soient en pleine conformité avec notre but l'anarchie.

1) la population tend à nous considérer comme des travailleurs à part :

- notre travail ne donne pas un produit palpable
- nos horaires manifestent une grande liberté d'action
- nous paraissons "brasser" aussi aisément les idées que les mots : c'est impressionnant !
- nous sommes pris en charge par des subventions publiques.

Certaines personnes parlent de nous comme de "nouveaux curés" ou comme des "leaders politiques", des élus locaux voient dans certains travailleurs sociaux des "agitateurs de populations".

Il me semble donc important de bien situer le travail que nous faisons et les motivations qui nous y maintiennent .

2) le besoin de reconnaissance, dont parle Bakounine, peut nous combler par ce travail qui se caractérise par la richesse -en nombre au moins-, des relations, qu'en faisons-nous ? quel pouvoir affectif et intellectuel en tirons-nous ?

Puisque malgré nous, de part l'objet et la forme de notre travail, nous sommes pour beaucoup de personnes une référence, l'importance de l'affectivité joue un rôle énorme dans tous nos comportements. Nous pouvons effectivement provoquer chez d'autres une prise de conscience de soi, une libération des individus et des groupes que nous rencontrons mais il nous est aussi facile, par le canal de l'affectivité, de développer notre propre pouvoir au détriment de ceux qui la subissent par tout un habile système de charme, de chantage ou d'agressivité.

Sommes-nous des libérateurs ou des leaders ?

Nous pourrions jouer auprès des individus le rôle que jouent les partis auprès des "masses" : la lumière qui les éclaire et les dirige en évitant de donner des outils pour la liberté et la créativité de chacun.

3) Dans la vie quotidienne, sur notre lieu de travail, aussi bien avec les autres travailleurs sociaux qu'avec la population il est important

- de dénoncer toutes les mythifications qui soutiennent l'autorité
- d'engager des actions d'ensemble conformes à l'anarchie

Dans la pratique professionnelle, nous nous heurtons aux mêmes divergences entre marxistes et anarchistes qu'en ce qui concerne l'explication dialectique du changement ou la stratégie révolutionnaire.

Quelles concessions faudrait-il faire à ceux:
- qui invitent la population au vote ; nous savons ce qu'est le suffrage universel : la plus grande démagogie, la plus grande démobilisation des forces collectives !
- qui présentent les partis de gauche comme les libérateurs des "classes" opprimées. En fait leur but, c'est, au méris total de la liberté individuelle, entraîner les "masses" à changer

le gouvernement sans toucher au principe de l'Etat. Nous devons dénoncer brutalement la parodie d'un tel changement et proposer l'organisation des gens par eux-mêmes.
- qui renforcent l'Etat en invitant à voter pour les pouvoirs locaux aux élections municipales (dans les grandes villes, quelle différence pour les gens entre leur municipalité et la chambre des députés ?)

Les anarchistes ne peuvent non plus accepter entre travailleurs sociaux et dans la population elle-même la tyrannie des majorités sur les minorités, la tyrannie des groupes importants sur les plus petits, la tyrannie des groupes sur la liberté individuelle. Ce qui compte, pour les marxistes, c'est que l'Association de quartier ou quelques groupes soient assez forts pour appuyer les partis politiques au renversement du gouvernement local ou national : l'antithèse massive et forte qui provoque la synthèse ! au diable l'individu dans la masse antithèse ! au diable les minorités pourvu que ça change !

Tout quartier est constitué d'individus et de groupes aux intérêts multiples. L'important ce n'est pas qu'une association unitaire se crée pour représenter tout le monde et faire poids dans la lutte politique mais que tous les groupements puissent trouver leur propres moyens d'expression, de création, puissent se coordonner dans un système fédératif respectant l'autonomie et s'organiser en dehors des partis politiques locaux.

Comme le moyen doit être conforme au but et comme ils n'ont que faire des flatteries démagogiques adressées aux "masses" par ceux qui en ont besoin pour prendre le pouvoir, les travailleurs sociaux anarchistes n'ont pas à hésiter à critiquer fermement toute forme d'autorité ou de pouvoir qui pourrait se constituer.

En effet, la réalité nous démontre, contrairement à ce qu'en disent les marxistes, que toutes les misères, toutes les servitudes n'ont pas pour base l"économique". Certains travailleurs exploités sur le plan économique croient aussi en Dieu, crient "vive le Président" votent pour la gauche et sont prêts à partir en guerre contre le premier "ennemi" de la patrie : ces misères en font un esclave autant que le manque d'argent.

Toutes les formes d'autorité doivent être décelées et combattues à la base : il n'y a pas que deux classes antagonistes exploiteurs - exploités ; il y a ceux qui possèdent l'autorité et ceux qui la subissent (quelle que soit leur "classe"). Ce sont deux victimes qui ne font bien souvent qu'une seule et même personne (tantôt possèdant, tantôt subissant l'autorité). Qui n'utilise pas l'autorité pour se faire reconnaître d'une façon ou d'une autre ?

- l'autorité de l'homme sur <u>sa</u> femme
- l'autorité de l'instituteur sur les parents
- l'autorité des parents sur les enfants
- l'autorité de l'association du quartier sur les autres groupes
- l'autorité du politicien sur la population
- l'autorité du travailleur social sur la population

* Les actions conformes à l'anarchie aguerrissent les groupes dans les luttes quotidiennes et à plus long terme préparent la révolution économique et sociale. Les éléments qui me semblent indispensables de soutenir simultanément dans ce but sont :

- la liberté individuelle par la prise de conscience de toute autorité et la création originale et spontanée.

- la création des groupes et leur organisation interne à travers les luttes quotidiennes (1) les évidentes (impots locaux, chauffage, espaces de jeux, école, transports...)

(1)

"Donc, pour toucher le coeur et pour conquérir la confiance, l'assentiment, l'adhésien, le concours du prolétaire..., il faut commencer par lui parler, non des maux généraux du prolétariat international tout entier, ni des causes générales qui leur donnent naissance, mais de ses maux particuliers, quotidiens, tout privés. Il faut lui parler de son propre métier et des conditions de son travail précisément dans la localité qu'il habite ; de la dureté et de la trop grande longueur de son travail quotidien, de l'insuffisance de son salaire, de la méchanceté de son patron, de la cherté des vivres et de l'impossibilité q'uil y a pour lui de nourrir et d'élever convenablement sa famille. Et en lui proposant des moyens pour combattre ses maux et pour améliorer sa position, il ne faut point lui parler d'abord de ces moyens généraux et révolutionnaires qui constituent maintenant le programme d'action de l'association Internationale des Travailleurs, tels que l'abolition de la propriété individuelle héréditaire et l'institution de la propriété collective, l'abolition du droit juridique et de l'Etat, et leur remplacement par l'organisation et par la fédération libre des associations productives ; il ne comprendrait probablement rien à tous ces moyens... Non, il ne faut lui proposer d'abord que des moyens tels que son bon sens naturel et son expérience quotidienne ne puissent en méconnaître l'utilité, ni les repousser."
BAKOUNINE (Protestation de l'Alliance 1871)

- organisation fédérative entre groupes d'un même quartier, entre quartiers (en rejetant toutes les propositions politiques émanant des pouvoirs locaux ou des partis).

- liaisons constantes et développées entre la Cité (organisation des quartiers liée au système "consommation") et les entreprises (organisation syndicale liée au système "production")

Lorsque ces deux forces auront trouvé leur propre organisation fédérative et lorsqu elles se rejoigneront, la révolution sociale et économique se passera de l'Etat, les forces collectives et individuelles pourront alors faire exploser leur dynamisme et orienter le progrès dans un sens encore inconnu des capitalistes et des marxistes (ils ne le regretteront pas !)

4) Lorsque le but à atteindre se profile clairement, les moyens à la disposition des travailleurs sociaux et au service des objectifs à court et long terme ne manquent pas plus qu'à ceux qui les utilisent pour maintenir l'homme dans la soumission.
- les finances (nous en avons parlé précédemment)
- toutes les méthodes de travail et d'évaluation (enquêtes sociologiques, méthodes d'animation de groupes...)
- tous les "médias" (tracts, affiches, presse, magnétophone, tous les appareils cinématographiques...)
A chacun de veiller à ce que l'utilisation de ces moyens soient en conformité et en cohérence avec le but poursuivi :l'anarchie.

Il me semble évident que les travailleurs sociaux s'organisent dans leur travail sur le plan syndical puisque c'est la seule structure capable de gérer l'économie en dehors de l'Etat.

Soutenir le syndicalisme ne veut pas dire soutenir la politique actuelle des syndicats qui pactisent avec l'Etat (contra ts) et qui soutiennent les partis politiques pour la prise du pouvoir par la "gauche".

Une alternative se pose : faut-il entrer dans des syndicats soutenur par de nombreux adhérents (CGT CFDT FO) mais réformistes ? Vaut-il mieux faire parti d'un syndicat ayant peu d'adhérents mais révolutionnaires comme la CNT (Confédération Nationale du Travail) qui est anarcho+syndicaliste ?

Personnellement, je pense que le Travailleur social anarchiste doit avoir des positions nettes, résolument différente des marxistes et pouvoir les exprimer : la CNT le permet plus aisément. De plus, le cadre de travail du Travailleur social n'est pas que l'entreprise (IMP...) c'est aussi souvent la rue, le quartier (le monde la consommation) : la liberté de parole et d'action est alors plus importante que l'appartenance à tel syndicat réformiste.

CONCLUSION

A chacun d'agir selon la perception de la réalité et du désir de changement.
Les utopistes sont plutot ceux qui estiment que finalement tout ne va pas si mal et qu'avec des changements de gouvernement sans toucher aux mythes de l'autorité, à la propriété, à l'Etat chaque homme peut jouir de la liberté, et approcher de l'égalité.
Il est important que se regroupent tous ceux qui pensent que l'homme s'éloigne de plus en plus de l'instinct animal et cherche, avec intelligence à développer sa créativité, sa liberté individuelle en même temps que l'organisation collective en dehors de toute structure autoritaire souvent imposée.

[illegible] l'Etat ne naitra pas l'organisation sociale et économique égalitaire.

[illegible]e l'autorité ne naitra pas la liberté.

15 MARS 1976,

Michel MANSUY.

BIBLIOGRAPHIE

- La Rue N°1 -8 - 14 - 16.
- "ANARCHISME ET MARXISME" Arthur Lehning Spartacus
- "DIEU ET L'ETAT" (Bakounine)
- Oeuvres de Michel BAKOUNINE Stock
- Justice et liberté (Textes choisis de Proudhon) J. Muglioni Puf
- PROUDHON (Y. Murvitch) Puf
- Sociologie de Proudhon (P.Ansart) Puf
- Bakounine + la Liberté (F. Munoz) K.J.Pauvert

A LIRE

Le Monde Libertaire mensuel de la Fédération Anarchiste, 3 rue Ternaux 75011 Paris

La Rue revue culturelle et littéraire d'expression anarchiste 24 rue P.Albert 75018 PARIS

Le Réfractaire BP 27 93310 Le Pré St Gervais

L'homme libre BP 282 42006 St Etienne Cedex

La Vache Enragée 8 rue de Bouillant 50300 Avranches (Michel LeHéricey)

Podzol 25 Rue Gambetta 44600 St Nazaire

L'Ecchymose D M Bidard Bp 164 14015 Caen Cedex

Dico J.Hoeben BP 684 B 1000 Bruxelles Belgique

Idées Pour Tous 33 rue A.Bosc 30000 Nimes

APRE 12 Rue Neuve du Patis 45200 Montargis

Glotenmok 16 Rue de Thiard 71100 Chalon (T.Trouillot)

Encore Disponibles:

Semons l'anarchie n°
5 La Vasectomie
6 Historique et Actualité de la FA

" SEMONS l'ANARCHIE "

"Semons l'Anarchie" est une série de brochures traitant chacune d'un ou plusieurs sujets.

Cette série de brochures est effectuée par des militants du groupe de Nantes, adhérants et sympathisants à la Fédérations Anarchiste.

Vous pouvez nous aider

- en nous faisant parvenir des articles
- en diffusant la brochure (10 Frs les 10 + frais PTT)
- en vous abonnant (les 6 numéros 10 Frs)

s'adresser à :
Noel Leroux 47 bis rue H. Barbusse REZE 44400
France

Imprimerie spéciale
du groupe de Nantes

supplément au Monde Libertaire N° 220